

ÉTUDES ET ANALYSES
À LA LUMIÈRE DU MARXISME-LÉNINISME

**ÉLÉMENTS GÉNÉRAUX D'ANALYSE
POUR COMPRENDRE LA CRISE ACTUELLE
ET OUVRIR UNE PERSPECTIVE**

CARACTÉRISTIQUES ET NATURE DE LA CRISE ÉCONOMIQUE ACTUELLE

Les médias, sans exception, mettent en avant l'aspect financier de la crise, développant par là l'idée que si les banques et les bourses n'avaient pas dérapé, la crise n'aurait pas éclaté. Sans aucun doute, la crise a éclaté de manière spectaculaire depuis quelques mois dans la sphère financière avec les faillites bancaires aux USA et en Europe, et avec des dégringolades boursières lourdes sur l'ensemble des places dans le monde. On aurait tort de croire, cependant, que la crise résulte d'un dysfonctionnement du système financier international, de l'incompétence de ses dirigeants ou de la perversion de ripoux de la finance comme Madoff.

La crise financière est en réalité la conséquence inévitable et ouverte d'une crise profonde que l'oligarchie financière a essayé de freiner et de masquer depuis des années, une crise typique du mode de production capitaliste, une crise de surproduction que l'on peut caractériser ainsi : d'un côté, une suraccumulation de marchandises fabriquées par les grands groupes industriels capitalistes et de l'autre, l'incapacité de la masse des consommateurs d'acheter ces marchandises. Dans l'impossibilité de vendre leurs produits, les stocks grandissent, les entreprises réduisent leurs activités, finissent par les interrompre, ferment et jettent à la rue des millions de prolétaires, entraînant du même coup une misère accrue et sur le marché des marchandises une chute de la demande solvable. Quels sont les mécanismes d'une telle situation?

Les crises capitalistes de surproduction font partie des mécanismes inhérents au mode de production du capitalisme lui-même. Pour réaliser du profit, le capital fait produire des marchandises par des travailleurs exploités et il lance ces marchandises sur le marché pour les vendre. La vente d'une marchandise est la condition de la réalisation du profit.

Pour réaliser des profits toujours plus grands, les grandes entreprises liées au capital financier cherchent donc logiquement à accroître la masse des marchandises mises sur le marché et dont la vente escomptée permettra de réaliser la plus-value visée par les actionnaires grands ou petits de ces entreprises. Tant que ces marchandises trouvent acheteurs, le système fonctionne. Au mieux, production et consommation s'équilibrent globalement.

MAIS, une autre logique entre INÉVITABLEMENT en contradiction avec cette hypothèse « idéale ».

En effet, en même temps que, chacun pour soi, les monopoles développent leur production au maximum, ils rivalisent entre eux pour écouler leurs marchandises, ce qui nécessite d'abaisser au maximum leurs coûts de production.

Ils disposent pour cela de plusieurs leviers :

- Le premier, c'est d'utiliser des machines plus performantes que celles de leurs concurrents, pour produire plus en moins de temps et avec moins de main d'oeuvre. Cette méthode suppose d'importants investissements financiers (d'où le rôle des banques et de l'actionnariat boursier). Ces investissements coûteux agissent pourtant contradictoirement sur les niveaux des taux de profits et d'autant plus qu'ils sont sans cesse remis en question par les progrès technologiques.

- Le deuxième levier, c'est l'exploitation accrue de la force de travail humaine : par la réduction des effectifs salariés et une productivité accrue rendues possibles par la modernisation des machines, par la dérèglementation des conditions de travail (flexibilité...), par le maintien au plus bas des salaires, et enfin par la délocalisation des activités de production dans les régions du monde où le prix de la main d'œuvre est le plus bas.

Les ouvriers et d'autres couches de salariés connaissent ces calamités qui les accablent depuis de nombreuses années. Les conséquences de cette « logique » capitaliste, c'est l'appauvrissement général des masses populaires et leur impossibilité d'acheter les marchandises produites dans les usines capitalistes dans leur pays ou ailleurs dans le monde.

Pour résumer : La logique du profit capitaliste conduit inmanquablement à la crise de surproduction, à cette contradiction scandaleuse de la capacité matérielle de produire des biens d'usage qui permettraient aux masses de vivre aisément, et de l'autre, de l'impossibilité de ces masses d'acheter et de consommer ces biens dont elles ont besoin.

La partie financière de la crise

Les grands groupes industriels et commerciaux sont structurellement unis aux grandes banques. Ces dernières investissent directement dans les premiers en détenant une fraction parfois majoritaire du capital des entreprises, soit indirectement par le moyen de ce qu'elles appellent « produits financiers » (sicav, fonds communs de placement, fonds de pensions...) souscrits par leurs déposants.

Les banques interviennent aussi en prêtant directement de l'argent aux PME (dont beaucoup sous-traitent pour des grandes entreprises) et par l'intermédiaire de sociétés de crédit qu'elles alimentent en capital.

Il est clair que la rentabilité du capital que les banques investissent dans l'économie dépend de la masse de plus-value produite dans les activités de production et donc du dynamisme et de la rentabilité de ces activités.

Sur l'autre plan, comme il ne suffit pas de produire des marchandises pour réaliser du profit, mais qu'il faut impérativement les vendre, les banques dopent le marché en fournissant des crédits à la consommation. En période de ralentissement économique, ces crédits deviennent le principal ressort de l'économie. C'est ce ressort qui, jusqu'à il y a quelques mois, a permis à l'économie de fonctionner et de masquer son état de surproduction avancé.

Mais voilà, quand les emprunteurs ne peuvent plus, faute de revenus, rembourser leurs crédits, alors le système s'enraye. Les banques et les sociétés de crédit voient leurs réserves fondre, ne veulent plus prendre de risques, ne prêtent plus y compris aux entreprises, celles qui se sont le plus exposées font faillite. C'est la crise financière. Cette crise financière précipite les autres secteurs de l'économie, et en particulier le secteur industriel dans une spirale de crise encore plus profonde.

Le monde capitaliste est dans cette phase-là de sa crise.

La façade boursière de la crise

La crise boursière, c'est-à-dire la chute catastrophique des cours des actions cotées en bourse, est à la fois le phénomène le plus spectaculaire et le plus superficiel de la crise économique de surproduction.

La première fonction de la bourse est de capitaliser les entreprises cotées sous forme de vente d'actions, c'est-à-dire de parts de leur capital. Qui possède une action possède une part du capital d'une société. Toute action peut être vendue par son propriétaire.

La bourse est l'institution où se font les transactions. C'est un marché où les marchandises sont des parts de capital, des actions.

Le rendement d'une action est proportionnel aux profits réalisés par l'entreprise concernée, quelle que soit sa branche d'activité (industrie, services, banques, commerce...), c'est-à-dire, en dernière analyse, des résultats de la sphère productive où se crée la valeur et la plus-value. La vente et l'achat des actions en bourse fluctuent donc en fonction de l'attrait des titres. Quand une société réalise des profits, elle en distribue une part sous forme de coupons ou d'attribution gratuite de titres; elle est attractive, les demandes d'achat d'actions se multiplient et leur cours monte.

Au contraire, quand une société est en difficulté, les porteurs de ses actions veulent s'en débarrasser, le nombre d'acheteur est faible et donc leur cours descend.

Lorsque c'est l'ensemble des entreprises de production qui ralentissent leurs activités et que certaines ferment leurs portes car leur production ne peut plus être achetée (c'est-à-dire dans la situation de crise de surproduction générale), l'ensemble des cours chutent. La spéculation boursière amplifie ces mouvements.

La spéculation boursière repose sur la vente et l'achat d'actions, l'objectif étant de vendre ou d'acheter au moment opportun pour réaliser un bénéfice entre l'achat et la vente de l'action.

Pour le spéculateur, la part de profit qui lui est versé par l'entreprise devient largement secondaire. Ce qui compte, c'est le cours de l'action, c'est le bénéfice qu'il réalise en vendant une action à un prix supérieur à celui où il l'a achetée.

Quand les cours sont à la hausse, les offres d'achat augmentent et l'euphorie entraîne une spirale haussière au point que la valeur des actions finit par dépasser largement la valeur réelle du titre, celle correspondant à la valeur réelle de l'entreprise concernée. C'est ce qu'on appelle la « bulle financière ».

En sens inverse, quand les indicateurs de l'économie réelle se détériorent, l'inquiétude s'installe, les bourses hésitent, et à l'annonce des premières faillites la panique entraîne les cours vers le bas, « la bulle éclate », pouvant aller jusqu'au krach.

Les moyens modernes de communication permettant aux porteurs d'actions d'acheter ou de vendre en appuyant sur une touche d'ordinateur accélèrent et amplifient ces opérations spéculatives. Ils peuvent enfler l'euphorie, mais aussi, comme actuellement accroître l'affolement et approfondir la crise.

Les informations sur la bourse font partie des activités médiatiques à la fois nécessaire à un public relativement large et intéressante du point de vue idéologique pour la bourgeoisie. Les médias constituent ainsi un facteur qui agit sur le moral des boursicoteurs, accentuant encore plus l'effondrement quand la crise apparaît au grand jour.

Pour conclure sur ce point

L'analyse marxiste des crises capitalistes qui caractérise ces crises comme des crises de surproduction est totalement vérifiée par la crise actuelle. Ces crises trouvent leur origine dans les mécanismes économiques visant à investir du capital pour produire un profit le plus élevé possible. Elles éclatent quand les marchandises fabriquées dans la sphère de la production capitaliste ne sont plus écoulées par le marché en raison de la chute du pouvoir d'achat de la masse des consommateurs constituée par le peuple exploité.

Tous les autres phénomènes de crise comme la crise financière sont des conséquences et non les causes des crises.

Ne confondons donc pas les apparences et l'essence des crises capitalistes. Cette essence, c'est la contradiction fondamentale entre le caractère privé des moyens de production et d'appropriation et le caractère social des rapports de production. Ceux qui possèdent les entreprises et les marchandises qu'elles produisent ne sont pas ceux qui fabriquent ces marchandises. Pour supprimer les crises, il faut résoudre cette contradiction. Il faut que les producteurs, c'est-à-dire ceux qui fabriquent les marchandises (la classe ouvrière), prennent possession de l'appareil de production pour le mettre au service des besoins des masses populaires et non plus au service d'une minorité qui les exploite. Pour être clair, il faut une révolution!

LES POLITIQUES DE LA BOURGEOISIE FACE À LA CRISE

Face à la crise de leur système, les économistes bourgeois et leurs relais politiques disposent de deux leviers pour tenter de relancer l'économie, c'est-à-dire de relancer la production dans la perspective de réaliser de la plus-value.

Le premier consiste à agir dans la sphère du capital

Les banques hésitant - et même arrêtant - de prêter aux entreprises en raison des risques de ne pas être remboursées, il s'agit pour les États et les banques centrales de prendre le relais et d'injecter des fonds dans le capital des entreprises dont les trésoreries sont anémiées pour qu'elles puissent continuer à produire en réalisant des taux de profit « satisfaisants » leur permettant d'être concurrentielles et d'écouler leurs marchandises. Cette politique (qui a les faveurs de la droite en raison des cadeaux financiers faits au patronat) a pour espoir de gagner du temps, de maintenir en activité les entreprises qui ont une chance de survivre à la crise en leur permettant de se restructurer et de faire face à la concurrence étrangère dans un marché mondial en récession prolongée. L'allègement voire la suppression des charges fiscales patronales (taxe professionnelle) fait partie de la même politique de perfusion de capital par les États. Les plans de relance du

gouvernement Sarkozy sont l'expression de cette politique en France actuellement et dans d'autres pays.

La grande question posée par cette politique est que les États sont eux-mêmes déjà considérablement endettés et que les perfusions risquent d'être rapidement épuisées - à moins d'accélérer la planche à billets, ce qui entrainerait aussi rapidement d'autres phénomènes désastreux. En fait, cette politique n'aurait une chance théorique et pratique de réussir (du point de vue des intérêts du capital) que si une relance rapide et durable de la production était accompagnée et soutenue par une relance proportionnelle de la consommation.

Or, le problème, c'est que le capital ne peut pas en même temps obtenir une baisse des coûts de production et augmenter la masse salariale, la baisse des coûts de production ne pouvant résulter, dans le système capitaliste, que d'une baisse de la masse salariale. La consommation continuant à baisser, les aides à la consommation ne pouvant être à la hauteur des besoins, même dans l'hypothèse d'une reprise forcément limitée, les stocks vont vite se reconstituer et la production s'essouffler.

Du point de vue des intérêts immédiats du capital, cette politique de relance par la capitalisation de l'État est avantageuse. « C'est toujours ça de pris pour les banques et les patrons! ». Mais son efficacité économique comme solution de sortie de crise, est aléatoire.

En revanche, du point de vue des intérêts des travailleurs, cette politique de relance de la production par les cadeaux faits au capital est inacceptable à tous les points de vue. Car même si des entreprises continuent à produire, ce sera avec moins de main-d'œuvre, et avec des salaires plombés.

Le second levier, qui a les faveurs de la gauche réformiste bourgeoise, c'est la relance par la consommation

Relancée par l'accroissement du pouvoir d'achat des masses, la consommation tirerait en avant la production et enclencherait un mouvement de reprise durable de l'économie de production. Pour le bien de toutes les classes, cela va de soi.

Les communistes sont bien sûr pour l'augmentation des salaires et des revenus des masses dans le cadre de la lutte de classes pour réduire l'extorsion de la plus-value par le capital. Mais la question est ici de savoir si cette « solution » de la relance de la consommation est capable de sortir le système capitaliste de sa crise, ses adeptes n'envisageant pas de sortir de la crise en sortant du capitalisme. Notre réponse est négative.

La sous-consommation n'est en effet pas la cause de la surproduction. Elle est une conséquence des mécanismes économiques capitalistes objectifs qui mènent à cette crise : concurrence entre monopoles, baisse tendancielle des taux de profit provoquée par la nécessité pour les entreprises de moderniser leurs moyens de production (par l'investissement de capital) afin de rester compétitives face aux concurrents, accroissement de la production pour compenser par la masse de plus-value réalisée la baisse du taux de cette plus-value, et enfin, réduction de la masse salariale pour réduire les coûts de production. Ces mécanismes sont objectifs et ils sont liés

les uns aux autres. Ce n'est pas en traitant leur conséquence qu'il est possible de les empêcher d'agir.

Pour éliminer les conséquences, il faut supprimer les causes. Les remèdes capitalistes à la crise peuvent au maximum fournir un répit au système. Mais une autre crise succèdera à la précédente, encore plus profonde.

La crise actuelle est déjà profonde et elle sera difficile à résoudre. On le voit bien, les plans de relance successifs mis en action dans les différents pays ne parviennent pas à relancer les investissements productifs. Le capital ne s'investit en effet que s'il réalise un taux et un volume de profit au moins « raisonnable » pour le capitaliste. Et à l'évidence, on n'est pas dans cette hypothèse.

De la même façon, on voit mal comment les propositions visant à relancer le marché par la consommation pourraient être efficaces pour relancer la machine économique. Il faudrait une hausse du pouvoir d'achat général telle, que cette « solution » est improbable car elle nécessiterait une intervention budgétaire de l'État à un niveau qu'il ne peut assumer vu ses déficits budgétaires et ses dettes qui le conduisent à l'insolvabilité et à la faillite. Elle relève donc plus de la démagogie électoraliste social-démocrate que de l'économie politique capitaliste objective.

Alors, aucune sortie de crise pour le capital ?

Notre critique des « solutions » politiques dont dispose la bourgeoisie pour faire face à sa crise économique ne signifie pas que la crise va conduire naturellement à la mort du système capitaliste.

En effet, si la bourgeoisie monopoliste réussit à réduire le capital devenu excédentaire en gardant celui qui est rentable (la bourse joue en partie ce rôle et l'État intervient comme « capitaliste collectif »), et si elle réussit en même temps à imposer au prolétariat des conditions d'exploitation optimales, alors, en théorie et parfois en pratique, l'économie capitaliste peut repartir dans un nouveau cycle de développement. Cela ne peut se faire sans heurts.

Cela suppose en effet que chaque puissance capitaliste (ou en alliance avec quelques autres) agisse pour les intérêts de ses propres capitaux nationaux pour battre ses concurrents.

Cela passe par une politique d'État ultraréactionnaire, pouvant aller jusqu'au fascisme, envers les prolétaires de chaque pays capitaliste et jusqu'à la guerre entre les impérialismes rivaux.

Les crises économiques historiques du capitalisme ont déjà engendré ce mode de règlement catastrophique des crises. Un tel développement n'est pas à exclure comme prolongement de la crise actuelle.

Sans faire de science-fiction, ce que nous pouvons affirmer, c'est que toute sortie capitaliste de crise se fera avec de lourdes pertes matérielles, sociales, politiques et physiques pour le prolétariat et les autres couches du peuple.

Pour supprimer les crises, il faut supprimer le capitalisme

Fondamentalement, les crises ont pour origine le mode de fonctionnement anarchique du capitalisme. Le but des forces productives, dans ce système, n'est pas la satisfaction planifiée des besoins des hommes. Quand c'est son intérêt, le capital investit et développe les forces productives. Quand son intérêt n'est plus satisfait, il cesse de s'investir, indifférent aux conséquences matérielles et humaines du recul économique.

Nous l'avons vu plus haut, cette situation survient comme conséquence des mécanismes de ce mode de production. Et il en sera ainsi tant que le capitalisme existera, quoique puissent raconter les « refondateurs du capitalisme » de droite comme Sarkozy ou les « réformateurs » de gauche qui prétendent détenir les solutions à la crise sans mettre en cause le système qui produit les crises.

Bien sûr les communistes soutiennent les revendications des masses pour améliorer leur pouvoir d'achat; mais il faut être lucide : ce ne sont pas quelques centaines d'euros de plus dans le budget des familles populaires qui pourront faire redémarrer la consommation au point de relancer la production. D'autant plus que les familles les plus pauvres achètent des produits à bas prix qui sont fabriqués hors de France.

En fait, les capitalistes relanceront la production quand ils jugeront que leurs investissements leur apporteront les profits qu'ils escomptent. En attendant, avec l'aide de l'État qui leur distribue l'argent public, les capitalistes sélectionnés pourront remuscler leur trésorerie en même temps qu'ils réaliseront les restructurations et les concentrations nécessaires pour redémarrer quand les conditions seront redevenues favorables.

Pendant ce temps-là, le prolétariat subira un chômage multiplié et les salaires seront ramenés au niveau le plus bas. Les luttes ouvrières et populaires seront de plus en plus durement réprimées par un appareil policier et militaire de plus en plus terroriste. Et si les rivalités entre impérialistes les entraînent dans des conflits armés, ce seront encore les prolétaires qu'on enverra se faire trouer la peau pour les intérêts des capitalistes.

L'intérêt immédiat du peuple travailleur est clair : c'est de refuser, par ses luttes, de payer les pots cassés par la bourgeoisie. Mais dans le prolongement de ces luttes contre les effets de la crise, il y a une perspective ouverte pour un réel changement de système social, économique et politique.

Les communistes doivent rendre évident que le système capitaliste ne peut rien apporter d'autre aux travailleurs que la misère et l'oppression. Ils doivent rendre de plus en plus clair aux yeux des masses que l'État est un appareil de dictature des monopoles et de la classe capitaliste. Ils doivent entraîner la classe ouvrière et les autres couches du peuple dans des combats de plus en plus larges et de plus en plus radicaux contre l'État bourgeois, dans la perspective de prendre le pouvoir par la révolution, pour détruire les fondements du capitalisme et construire une société nouvelle dirigée par les travailleurs : le socialisme.

LE SOCIALISME EST LA SOLUTION DÉFINITIVE AUX CRISES CAPITALISTES

L'anarchie du système capitaliste qui conduit aux crises découle du fait fondamental que les mouvements de capitaux sont aléatoires en raison de la recherche d'un profit immédiat et le plus élevé possible par les détenteurs privés de capitaux. Un propriétaire de capital privé ne raisonne pas en termes d'utilité sociale des marchandises fabriquées dans l'entreprise où il investit. Il n'a pas pour objectif la satisfaction des besoins des masses. Il investit là où, selon ses calculs, son capital peut lui rapporter le profit le plus élevé dans une conjoncture donnée. Des branches de la production finissent par devenir hypertrophiées et surproduisent alors que d'autres qui le sont moins sont délaissées, marginalisées, détruites ou délocalisées.

Le socialisme exclut ce type de phénomène. Pourquoi? En imposant son pouvoir politique sur la société, la classe ouvrière organisée en État exproprie les capitalistes et collectivise les principaux moyens de production, les banques, les services et les grandes structures commerciales.

Sur la base des forces matérielles transformées en propriété commune, l'État ouvrier planifie la production et déploie les forces humaines dans le but de satisfaire les besoins des masses populaires. Contrairement au fonctionnement aléatoire qui caractérise le mode de production capitaliste, le socialisme, par l'action des organes centraux de planification, est capable d'assurer un développement harmonieux et proportionné des forces productives.

Le principe du socialisme, c'est que la classe ouvrière au pouvoir développe les forces productives non pas pour réaliser des profits liés à des investissements privés, mais pour que les travailleurs eux-mêmes réalisent la satisfaction de leurs besoins matériels individuels, sociaux et culturels. Les producteurs sont en même temps les consommateurs. La contradiction entre le caractère privé de la propriété et le caractère social de la production et de la répartition qui est à la base du capitalisme est résolue pour le bien de toute la société, à l'exception bien entendu de l'ancienne minorité dont les richesses provenaient de l'exploitation des travailleurs. Cette minorité fera tout pour empêcher d'en arriver là, et c'est pourquoi il faudra la révolution pour lui enlever son pouvoir.

Les principaux traits et exigences de la loi économique fondamentale du capitalisme actuel pourraient être formulés à peu près ainsi : assurer le profit capitaliste maximum...

Les principaux traits et exigences de la loi économique fondamentale du socialisme pourraient être formulés à peu près ainsi: assurer au maximum la satisfaction des besoins matériels et culturels sans cesse croissants de toute la société, en développant et en perfectionnant toujours la production socialiste sur la base d'une technique supérieure.

(Joseph Staline, Les problèmes économiques du socialisme en URSS, 1952.)

La preuve de la supériorité indiscutable du socialisme : dans les années de la grande crise capitaliste des années 1929 et suivantes, l'URSS réalisait des performances de développement économique jamais égalées dans aucun pays capitaliste.

Et en dépit des destructions dues à la deuxième guerre mondiale, l'URSS se releva et reprit sa marche en avant grâce à la direction clairvoyante et ferme du Parti Communiste dirigé par Staline.

Quoi qu'en disent les idéologues bourgeois, la destruction de l'URSS n'est pas une défaite du socialisme. Elle est le résultat d'une contre-révolution ourdie après la mort de Staline et réalisée au vingtième congrès du PCUS en 1956 sous la direction du révisionniste Khrouchtchev. Après ce congrès, en effet, toutes les lois économiques du socialisme vont être liquidées par la nouvelle bourgeoisie au pouvoir jusqu'à la restauration intégrale du capitalisme. Malgré ce revers, le capitalisme n'a pourtant pas gagné la partie. La crise actuelle expose toutes ses tares et crée les conditions pour progresser vers son renversement. Quand ils auront reconstruit leur parti de classe, le parti communiste, les prolétaires sauront tôt ou tard retrouver la voie de la révolution et du socialisme.

SOMMAIRE

I. CARACTERISTIQUES ET NATURE DE LA CRISE ECONOMIQUE ACTUELLE

La partie financière de la crise

La façade boursière de la crise

Pour conclure sur ce point

II. LES POLITIQUES DE LA BOURGEOISIE FACE A LA CRISE

Le premier consiste à agir dans la sphère du capital.

Le second levier, qui a les faveurs de la gauche réformiste
bourgeoise, c'est la relance par la consommation.

Alors, aucune sortie de crise pour le capital ?

Pour supprimer les crises il faut supprimer le capitalisme

III. LE SOCIALISME EST LA SOLUTION DÉFINITIVE AUX CRISES CAPITALISTES

**Contribution du Rassemblement d'Organisations Communistes Marxist-Léninistes.
Le ROC-ML est, avec l'URCF et la JCML du Rhône, membre du Comité National pour
l'Unification du Mouvement Communiste en France (CNU-MCF)**

Février 2009

